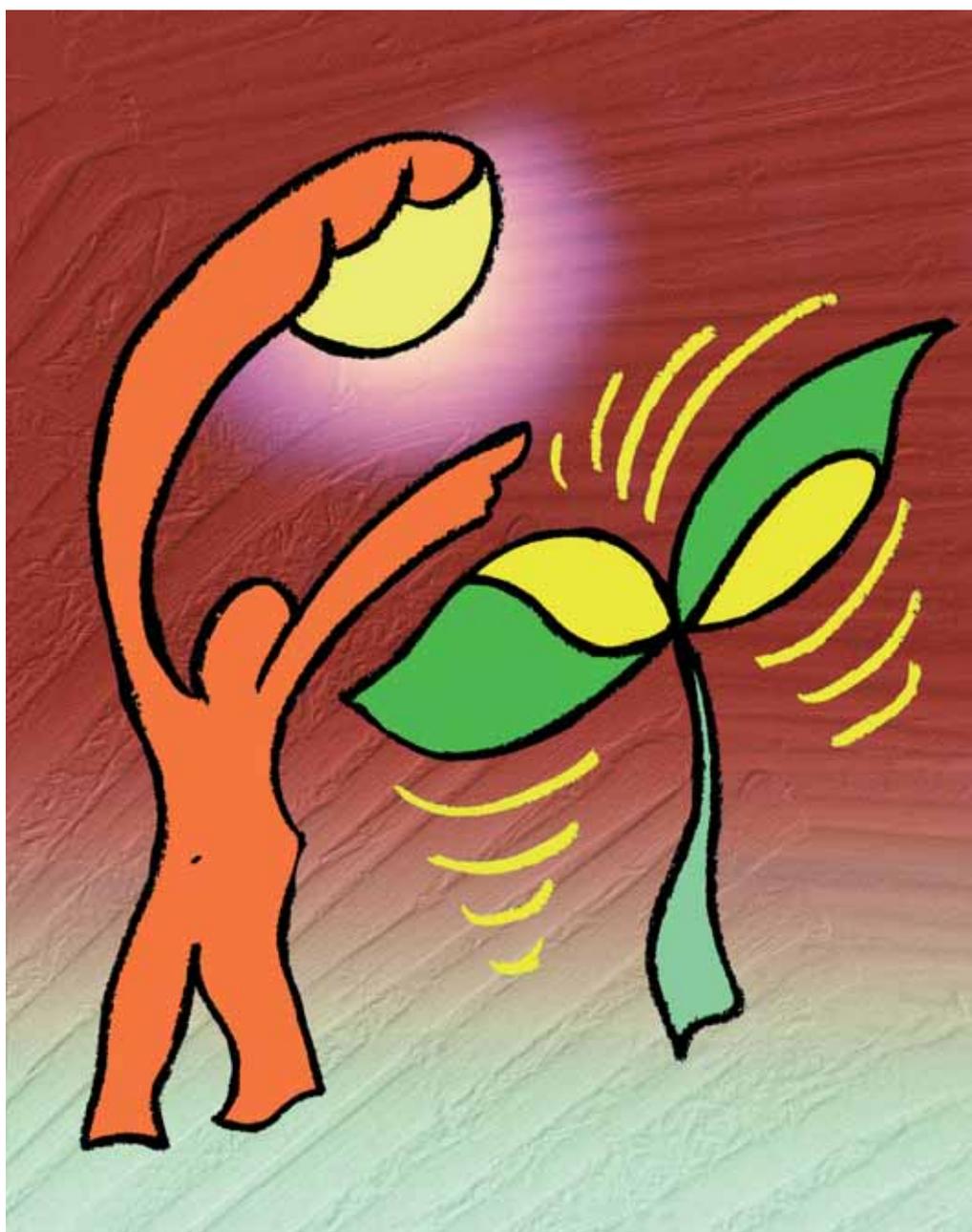


N°13

Développons durable ...
Entre concept et réalisations.



Une édition



*Collectif Formation Société – CFS asbl
Rue de la Victoire 26 – 1060 Bruxelles
Tél. 02 543 03 00 – cfs@cfsasbl.be
www.cfsasbl.be*

Réalisée en partenariat avec



*La Coordination locale de Cohésion Sociale
(Mission locale de Saint-Gilles)
Rue de la Victoire 26 – 1060 Bruxelles
Tél. 02 542 63 21 – info@mlsg.irisnet.be*

Editrice responsable

*Rose-Marie Geeraerts, Directrice
CFS asbl, Rue de la Victoire, 26 – 1060 Bruxelles*

Coordination générale

Collectif Formation Société asbl

Comité de rédaction et de lecture

Alain Leduc, Rose-Marie Geeraerts, Myriam Azar

Photos

CFS asbl

Couverture

Christian Vandiepenbeeck

Bruxelles, décembre 2009.



N°13

Développons durable ... Entre concept et réalisations.

- 5 Avant-propos**
par Myriam Azar
- 6 Le concept de développement durable et ses multiples dimensions :
bien plus que de l'écologie**
par Denis Stokkink
- 12 Quand les associations et les institutions publiques
s'emparent du concept de développement durable :
retour sur la journée des associations organisée le 12 mars 2009**
par Rose Marie Geeraerts
- 16 Développement durable et prévention :
ce que l'on fait et ce que l'on pourrait faire**
par Philippe Bellis
- 18 Entre aménagements pratiques et pédagogie, le développement durable
se vit au quotidien au Collectif Formation société**
- L'expérience concrète de développement durable au Collectif Formation Société
Rose Marie Geeraerts 18
 - Le voyage d'un paquet de frites : aborder le thème de la mondialisation avec un groupe
d'apprenants en formation de base
Mathieu Danero 20
 - Calculer son empreinte écologique : une animation pour lancer un débat ou une activité
sur le thème du développement durable
Myriam Azar 22
 - Exploiter le sujet du développement durable avec un groupe de stagiaires en formation de base
Mélanie Savry 26
 - Sensibiliser des groupes populaires aux économies d'énergie : le partenariat CFS/ ECORES
Vanessa Demarneffe 31
- 33 Petite Bibliographie sélective d'outils pour ceux qui souhaitent
aborder la thématique du DD avec leurs publics**



Par Cohésion sociale, on entend « l'ensemble des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, quelle que soit leur origine nationale ou ethnique, leur appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, leur statut social, leur niveau socio-économique, leur âge, leur orientation sexuelle ou leur santé, l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu (...) »¹.

À la lecture de ce prescrit du décret relatif à la Cohésion sociale, on ne peut que faire le lien avec la thématique du développement durable, thématique qui dépasse de loin les seules préoccupations écologiques.

Ce numéro spécial des cahiers du Fil Rouge vous invite à découvrir que les champs du développement durable et de la cohésion sociale partagent des zones communes, engendrant des questionnements et défendant des valeurs analogues.

L'article proposé par Denis Stokkink nous propose d'abord de circonscrire le concept de développement durable, concept qui s'appuie sur plusieurs piliers². Il nous invite à comprendre à quel point on ne peut faire de développement durable sans considérer la dimension sociale : « son pilier social, élément de cohésion sociale, est aussi important que ses axes environnemental et économique. En effet, une société qui laisse à la traîne une partie de sa population n'est pas pérenne, entraînant à terme des tensions sociales et un délitement de son corps social. Inégalités sociales et problèmes écologiques sont souvent liés ».

Il va plus loin, renforçant ainsi le constat de nombreux acteurs associatifs de première ligne : « les pauvres sont les premières victimes de la détérioration de l'environnement, parce qu'ils doivent se contenter des logements les moins

salubres, parce que leur habitat est relégué à la périphérie des villes à cause de la spéculation foncière et immobilière, parce que leurs coûts de transports sont les plus élevés. Le cercle vicieux pauvreté/environnement dégradé est de plus en plus visible, notamment dans les grandes métropoles des pays en voie de développement ».

C'est pourquoi, nous pensons, à l'heure du Sommet de Copenhague, des banquises qui fondent et autres menaces sur le climat, qu'il est important d'aborder ces questions avec les publics fragilisés concernés au premier chef !

Les associations peuvent jouer un rôle essentiel pour permettre la participation et l'implication du public, via l'information, via des projets intégrant le cadre de vie qu'est le quartier...

Les autres contributions vont dans ce sens : retour, d'abord, sur une journée de réflexion sur le développement durable organisée par et pour les associations et les services publics communaux en mars 2009, en vue du lancement officiel de l'Agenda 21 à Saint-Gilles.

Suivront ensuite plusieurs articles qui évoquent des expériences concrètes d'initiatives ou d'animations mises en œuvre au sein du CFS asbl pour rendre vivante une démarche de développement durable.

Ces témoignages constituent autant d'expériences modestes, mais se voulant inspirantes et à renforcer... dans nos associations, dans nos quartiers, dans nos cours d'écoles...

Bonne lecture !

* Responsable du pôle des formations continuées au CFS asbl

1 Extrait du Décret relatif à la Cohésion sociale du 30 avril 2004.

2 Pour une analyse approfondie du concept de développement durable, nous invitons le lecteur à consulter l'ouvrage « Pour la solidarité » : Sous la direction de D. Stokkink « Construire des villes européennes durables », Les Cahiers de la solidarité n°16, éditions Pour la Solidarité, Think Tank européen, 2009.

Le concept de développement durable et ses multiples dimensions : bien plus que de l'écologie.

Au service du développement durable



Pour la Solidarité (PLS) est une association au service du développement durable et donc de ses trois piliers : social, économique et environnemental.

PLS entend jouer un rôle actif dans la formulation des politiques publiques durables, l'accroissement de l'intérêt des entreprises pour leur responsabilité sociétale, la promotion de l'économie sociale et l'encouragement de la participation des citoyens aux processus décisionnels afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une Europe solidaire et porteuse de cohésion sociale.

À travers des projets concrets, PLS cherche à nouer des alliances durables entre les représentants européens des différentes familles d'acteurs du monde économique et social actuel : les pouvoirs publics, les entreprises, les syndicats, les centres de recherche et les associations.

PLS organise ses activités autour de cinq pôles de recherche, d'étude et d'action : le développement durable, la responsabilité sociétale des entreprises et la diversité, la cohésion sociale et économique, l'économie sociale, et la participation citoyenne.

www.pourlasolidarite.eu

Concept au cœur d'un nouveau projet de société, le développement durable est un processus dynamique, évolutif et qualitatif. Il s'efforce de marier l'écologie, l'économique et le social. Le concept est tellement vaste, les interactions si nombreuses entre ces trois préoccupations qu'il nécessite que chacun s'en empare et participe à cette nouvelle manière de gérer la planète afin que les générations d'aujourd'hui et de demain puissent répondre à leurs propres besoins.

Préoccupé par les conséquences de la croissance économique et démographique sur l'environnement et les ressources de la planète à court et à long terme, le Club de Rome, association privée internationale, publie en 1971 le rapport *The Limits to Growth*. Selon ce groupe, la poursuite de la croissance économique entraînera au cours du XXI^{ème} siècle une chute brutale de la population à cause de la pollution, de l'appauvrissement considérable des sols cultivables et de la raréfaction des ressources énergétiques. Le rapport, originellement rédigé par le professeur Meadows et son équipe du Massachusetts Institute of Technology (MIT-USA), en conclut que développement et environnement doivent absolument être traités comme

un seul et même problème, pour une société stable à long terme.

En juin 1972 à Stockholm, la première conférence des Nations Unies sur l'homme et son environnement, intitulée *Une seule Terre*, débouche sur la création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

Dans les années 1980, le grand public découvre l'état de dégradation de la planète : trou dans la couche d'ozone, pluies acides, désertification, déforestation...

Le Rapport Brundtland

En 1987, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED), créée en 1983 par les Nations Unies, publie son rapport intitulé *Notre avenir commun*¹. Cette commission est présidée par Mme Gro Harlem Brundtland, ancienne Première ministre de

* Président de « Pour la Solidarité »

1 Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Rapport Brundtland, « Notre avenir à tous », avril 1987. Le rapport dans son intégralité peut être consulté sur http://fr.wikisource.org/wiki/Rapport_Brundtland



PAR DENIS STOKKINK*

Norvège. Le rapport portera son nom. Le respect de l'environnement y est présenté à la fois comme une condition de poursuite du développement économique et comme une question de justice sociale. Le développement durable est caractérisé comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre à leurs propres besoins ». Cette définition est toujours d'actualité.

Le Rapport Brundtland est suivi, cinq ans plus tard, de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED), qui se tient à Rio de Janeiro. Lors de cet événement, appelé aussi Sommet de la Terre, la notion de développement durable prend réellement racine. La déclaration finale confirme la nécessaire conciliation entre l'efficacité économique, l'équité sociale et l'écologie.

La participation de tous

S'ajoute une dimension transversale de citoyenneté. En effet, les 178 gouvernements présents à Rio s'engagent à mettre en œuvre un programme de développement durable, l'Agenda 21. Celui-ci recense plus d'une centaine d'actions pouvant aider à mettre en place les principes du développement durable et prescrit la participation de tous : « L'un des principaux éléments indispensables à la réalisation du développement durable est une large participation du public à la prise de décisions. De plus, dans le contexte plus spécifique de l'environnement et du développement, on a vu surgir la nécessité de nouvelles formes de participation. Il y a, par exemple, la nécessité pour les particuliers, les groupes et les organisations de participer aux procédures d'évaluation d'impact sur l'environnement et de connaître les décisions pertinentes, en particulier celles qui peuvent avoir des conséquences pour les communautés dans lesquelles ils vivent et travaillent, et de prendre part à leur adoption. Les particuliers, les groupes et les organisations doivent avoir accès à l'information se rapportant à l'environnement et au développement que détiennent les pouvoirs publics, y compris des informations sur les produits et les activités qui ont ou sont sus-

ceptibles d'avoir des incidences sensibles sur l'environnement, ainsi que des informations sur les mesures de protection de l'environnement. »² Ajoutons que les collectivités territoriales sont appelées, dans le cadre du chapitre 28 de l'Agenda 21, à mettre en place un programme d'Agenda 21 à leur échelle, intégrant les principes du développement durable, à partir d'un mécanisme de consultation de la population

À Rio sont encore signées deux conventions cadres : l'une sur le Changement Climatique qui fera l'objet d'une actualisation à Copenhague du 7 au 18 décembre, et l'autre sur l'Erosion de la Diversité Biologique.

Dix ans après Rio, se tient le Sommet mondial du développement durable à Johannesburg, organisé pour évaluer la mise en œuvre des objectifs fixés à Rio. Ce sommet n'atteindra pas ses objectifs. Toutefois, il a le mérite de réunir plus de 100 chefs d'Etats, 800 entreprises et de très nombreuses ONG : le souci de partenariat contenu dans l'Agenda 21 est ainsi en partie rencontré.

Adopté en 1997 et entré en vigueur en 2005, le Protocole de Kyoto constitue le premier accord international contraignant fixant des objectifs chiffrés en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La conférence de Copenhague (7 au 18 décembre 2009) a réuni les représentants des pays qui ont ratifié la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique. L'objectif était de préparer l'après Kyoto dont l'échéance est prévue à la fin 2013.

Les enjeux sociaux du développement durable

Né à la confluence de préoccupations environnementales et de développement, le développement durable est devenu un projet de société, global, vecteur de transformations profondes. Son pilier social, élément de cohésion sociale, est aussi important que ses axes environnemental

2 Action 21, section III, Renforcement du rôle des principaux groupes, chapitre 23, préambule, <http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action23.htm>

Bien plus que de l'écologie.

et économique. En effet, une société qui laisse à la traîne une partie de sa population n'est pas pérenne, entraînant à terme des tensions sociales et un délitement de son corps social. Inégalités sociales et problèmes écologiques sont souvent liés. D'une part, certaines inégalités écologiques sont le reflet d'inégalités sociales : c'est le cas, par exemple, des problèmes d'accès à la nature ou des différences d'exposition des populations à la pollution. D'autre part, les inégalités sociales ont également une composante écologique, la plupart du temps aggravante. Ainsi, les pauvres sont les premières victimes de la détérioration de l'environnement, parce qu'ils doivent se contenter des logements les moins salubres, parce que leur habitat est relégué à la périphérie des villes à cause de la spéculation foncière et immobilière, parce que leurs coûts de transports sont les plus élevés. Le cercle vicieux pauvreté/environnement dégradé est de plus en plus visible, notamment dans les grandes métropoles des pays en voie de développement.

On ne peut pas séparer un pilier du développement durable des autres. L'Agenda 21 prévoit d'ailleurs clairement d'agir en ce sens. Et il va très loin puisqu'il précise que « pour être efficace, une stratégie dont le but serait de résoudre simultanément les problèmes de la pauvreté, du développement et de l'environnement devrait être axée dès le départ sur les ressources, la production et la population, et devrait englober les questions démographiques, l'amélioration des soins de santé et de l'éducation, les droits de la femme, le rôle des jeunes, des populations autochtones et des collectivités locales, ainsi qu'un processus de participation démocratique s'alliant à une meilleure administration. »

L'équité sociale est un enjeu fondamental du développement durable. Elle vise à lutter contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations et pour le respect des diversités culturelles. Les dimensions sociales du développement durable sont donc multiples.

La lutte contre la pauvreté

Parmi ces dimensions, la lutte contre la pauvreté, mise en exergue par l'Agenda 21, est fondamentale. Elle prendra

une importance toute particulière l'an prochain puisque la Commission européenne a consacré 2010 « Année de lutte contre la pauvreté ». Cette thématique figurera parmi les principales préoccupations mises à l'agenda de la Belgique dans le cadre de la présidence de l'Union européenne qu'elle assumera du 30 juin au 31 décembre 2010. La Belgique a fixé les priorités de cette lutte contre la pauvreté : « La pauvreté doit être considérée comme une atteinte aux droits fondamentaux et replacée en conséquence dans le cadre de politiques qui garantissent pour tous l'accès à ces droits. Quatre priorités thématiques sont ensuite mises en avant qui s'articulent autour de cet axe des droits fondamentaux : le revenu minimum et la protection sociale, le logement et la situation des personnes sans-abri, la pauvreté des enfants au sein de leur famille et enfin, la participation des personnes les plus pauvres et de tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la pauvreté. »³

D'autres dimensions viennent renforcer la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. C'est le cas de l'insertion socioprofessionnelle : l'emploi est au cœur des enjeux sociaux du développement durable. L'emploi décent « joue un rôle fondamental dans les efforts tendant à lutter contre la pauvreté et constitue un moyen de réaliser un développement durable fondé sur l'équité et l'inclusion » (OIT, 2008)⁴. Le taux de chômage, d'emplois précaires et le nombre de création d'emplois sont le reflet de la vitalité économique d'un pays, mais aussi de son climat social, de son degré de développement humain et d'inclusion sociale. Avoir un emploi permet de résoudre de nombreux problèmes sociaux : pauvreté, développement humain, accès au logement et à la santé...

Dans la même logique, la lutte contre l'analphabétisme prend tout son sens : l'enjeu du lettrisme n'est pas seulement que chacun puisse lire, écrire, apprendre et s'insérer socialement et professionnellement, mais aussi que cha-

3 Priorités pour la Présidence belge de l'Union européenne : http://www.luttepauvrete.be/publications/note_pr%C3%A9sidence_belge_2010.pdf

4 Cité par le Rapport fédéral sur le développement durable 2009

cun puisse participer à la vie en société et remplir son rôle de citoyen à part entière.

La lutte contre les discriminations et le respect des diversités culturelles sont également des éléments fondamentaux de la cohésion sociale. Les différences, le fait d'être étranger, jeune, vieux, handicapé freinent encore trop souvent les parcours professionnels et les possibilités d'insertion sociale. Ces discriminations privent également notre société de compétences et de la richesse que constitue la diversité.

De même, les objectifs de développement humain et donc de développement durable ne peuvent s'envisager sans une égalité entre hommes et femmes, celles-ci représentant la moitié de l'humanité. L'Agenda 21 leur consacre d'ailleurs tout un chapitre⁵.

Le besoin d'indicateurs

Jusqu'à présent, nos sociétés ont eu des difficultés à penser de manière conjointe les enjeux environnementaux et enjeux humains. Ceci implique de développer des indicateurs permettant de suivre les progrès et lacunes du développement durable dans toutes ses dimensions. L'Agenda 21⁶ propose d'ailleurs d'examiner « les concepts actuels de croissance économique et la nécessité de créer de nouveaux concepts de richesse et de prospérité permettant d'améliorer les conditions de vie en modifiant les modes de vie et qui soient moins tributaires des ressources limitées de la planète et plus en harmonie avec sa capacité de charge. Ces éléments devraient être reflétés dans l'élaboration de nouveaux systèmes de comptabilité nationale et autres indicateurs d'un développement durable. »

Le PIB, indicateur inventé dans les années trente, n'y suffit évidemment pas. Cet outil de mesure, calculé par l'addi-

tion de la consommation privée, des investissements, de la consommation publique et des exportations (dont les importations ont été soustraites) ne prend en compte que le caractère économique du développement, n'envisageant pas ses autres aspects.

L'Indice de Développement Humain

L'Indice de Développement humain (IDH) a été la première concrétisation statistique du concept de développement humain développé par le PNUD⁷. Ce concept stipule que le bien-être augmente avec l'accroissement des possibilités de choix des individus et les premiers éléments permettant d'accroître ces choix sont la santé, l'éducation et le revenu. En conséquence, l'IDH a été mesuré à partir de trois données : l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation combiné avec les taux bruts de scolarisation primaire, secondaire et supérieure et le niveau de vie mesuré par le revenu par tête ajusté en parité de pouvoir d'achat. Par ailleurs, plusieurs ONG utilisent le concept d'empreinte écologique.

Les indicateurs européens

La nécessité de réformer le PIB est l'objet d'une volonté politique marquée depuis 2007 par la Commission européenne, qui a abouti au mois d'août 2009, à la publication d'une Communication « Le PIB et au-delà - Mesurer le progrès dans un monde en mutation ». La Commission fixe plusieurs objectifs à atteindre pour compléter et nuancer l'indice PIB. Elle prévoit de présenter en 2010 un nouvel indice de pression environnementale regroupant changement climatique, nature et biodiversité, pollution atmosphérique et effet sur la santé, utilisation et pollution de l'eau, production des déchets et utilisation des ressources. Cet indice environnemental sera complété par une mesure de la qualité de vie et du bien-être des citoyens. Les dispa-

5 Chapitre 24 « Action mondiale en faveur de la participation des femmes à un développement durable et équitable » <http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/action24.htm>

6 *op.cit.* section 1 chapitre 4

7 Les indicateurs alternatifs de richesse, working paper, Pour la Solidarité, disponible sur http://www.pourlasolidarite.eu/Les-indicateurs-alternatifs-de?var_recherche=indicateurs?lang=fr

Bien plus que de l'écologie.

rités dans la répartition des richesses sont un excellent indicateur des inégalités et de la cohésion sociale tandis que le PIB, qui se contente d'afficher une augmentation ou une diminution, n'éclaire en rien sur la discrimination, le risque de pauvreté. Le nouvel indicateur sera en mesure de prendre en compte des données telles que l'accès au logement, la santé, l'éducation, l'espérance de vie. De plus, une attention particulière a été accordée au lien entre exclusion sociale et privation environnementale.

Un indicateur du développement durable (IDD) a été créé pour mesurer les progrès effectués par rapport aux objectifs de la SDD⁸.

La SDD tente notamment d'établir des limites de la capacité d'exploitation des ressources naturelles, afin d'éviter que des points de bascule réels ne soient atteints. Le tableau de bord européen sera actualisé par les données recueillies, ce qui permettra d'ajuster les politiques en fonction des objectifs à atteindre.

Les indicateurs belges

En Belgique, on travaille aussi au développement d'indicateurs de développement durable (IDD). Le dernier Rapport fédéral sur le développement durable (septembre 2009⁹) s'intitule d'ailleurs « Indicateurs, objectifs et visions de développement durable ». Il y est précisé que « Le Rapport fédéral 2009 prend place dans le débat en cours sur les outils de mesure. Il s'agit d'outils pour construire une bonne vision à long terme des différentes tendances du développement d'un pays. »

La place des acteurs sociaux

Ces indicateurs ne sont pas réservés aux experts. Conçus comme des outils d'aide à la décision, ils concernent tous

les acteurs agissant sur un ou plusieurs domaines du développement durable. A ce titre, les acteurs sociaux doivent s'en emparer, notamment, pour mettre en évidence les résultats des actions qu'ils mènent sur les terrains économique, social, environnemental ou participatif. Ils ont à faire connaître les résultats qu'ils produisent, en s'intégrant dans un cadre structurant, celui du développement durable. Les acteurs sociaux disposent souvent du savoir-faire, mais négligent la plupart du temps le faire savoir. Les indicateurs de développement durable peuvent s'avérer des outils utiles non seulement pour évaluer leur action, mais aussi pour communiquer. C'est une condition pour qu'ils soient reconnus comme partenaires dans l'exécution de l'Agenda 21 et de la promotion du développement durable, et qu'ils s'intègrent dans le débat sociétal concernant les visions de développement durable à long terme. « Un tel débat entre visions différentes augmente en effet la chance de pouvoir adopter un ensemble d'objectifs cohérents et d'atteindre un consensus sur la politique à mener. Il accroît aussi les chances de trouver des synergies lors de la mise en oeuvre de ces politiques. »¹⁰

8 SDD : Stratégie de développement durable.

9 Ce rapport est téléchargeable à l'adresse : http://www.plan.be/publications/Publication_det.php?lang=fr&TM=41&IS=63&KeyPub=857

10 Rapport fédéral sur le développement durable 2009

Quand les associations et les institutions publiques s'emparent du concept de développement durable : retour sur la journée des associations organisée le 12 mars 2009.

C'est en février 2009 que le CFS asbl chargé de la sensibilisation des intervenants sociaux à Saint-Gilles en matière de cohésion sociale, a été interpellé par l'échevin de la Cohésion sociale pour organiser une « journée d'étude et de formation sur le développement durable dans la Commune de Saint-Gilles ».

Il s'agissait de travailler en partenariat avec les services de l'échevinat des sports, de l'emploi et de la cohésion sociale, chargé de la promotion sociale et des solidarités nord-sud, d'une part, et de l'échevinat de la jeunesse, des plantations et de la prévention, d'autre part. Nous précisons volontairement ici toutes les compétences de ces deux échevinats car tous ces services participèrent vraiment à l'organisation et à la réussite de cet événement.

L'objectif fixé ensemble devait répondre à la question « comment concrétiser une approche collective du développement durable, des associations aux services publics ? », en vue de synthétiser l'apport possible des services communaux et des associations de la société civile au lancement officiel de l'Agenda 21 le 29 mars 2009 à Saint-Gilles. Nous avons fixé rendez-vous à tous les acteurs concernés au niveau des services communaux et à l'ensemble de l'associatif saint-gillois impliqué dans le Contrat communal de cohésion sociale, le jeudi 12 mars 2009 pour une journée entière de travail.

La journée se divisait en deux parties distinctes : une matinée de formation pour la bonne compréhension du concept de développement durable et des pratiques en cours, et l'après-midi, tous les participants étaient inscrits dans trois ateliers spécifiques de « bonnes pratiques » autour des activités du sport, de cohésion sociale et d'emploi et de formation.

C'est donc sous l'égide des Echevins concernés, messieurs Alain Leduc et Saïd Arhuil que se déroula cette journée. Nous devons ici remercier également la petite quinzaine de personnes, tant des services communaux que de l'associatif, qui ont contribué à l'organisation de cette journée. Car ce fut un succès avec une large soixantaine de partici-

pants passionnés par le sujet et bien plus engagés qu'on n'aurait pu le croire.

Dans les pages précédentes, vous avez pu prendre connaissance d'un article fort complet rédigé par Denis Stokink, président du Think Tank européen *Pour la solidarité, association au service de la cohésion sociale et d'un modèle économique européen solidaire*, et qui fit un exposé novateur développant l'ensemble des concepts recouverts par la notion de développement durable. Son intervention voulait sensibiliser le public sur notre rôle particulièrement important pour « construire des villes européennes durables », titre du numéro 16 des Cahiers de la Solidarité.

Ensuite, nous avons demandé à plusieurs acteurs de terrain de nous décrire très concrètement des expériences exemplatives de projets développés dans divers champs du développement durable dans les villes.

Nous avons ainsi pu prendre connaissance de la campagne francophone « Vêtements propres » respectant l'environnement mais aussi les conditions de travail, par un exposé de Carole Crabbé ; elle nous informa également d'un projet européen de sensibilisation des pouvoirs publics pour l'achat de vêtements de travail « propres et de l'exemple de la ville de Gand dans ce domaine. « L'objectif de ce projet est de :

- encourager les communes et villes à intégrer des critères éthiques (basés sur les conventions de l'OIT¹) dans leurs marchés publics de vêtements de travail ;
- créer un cadre de service et de soutien ;
- permettre des échanges de bonnes pratiques ».

Nous avons également pu voir le petit « clip vidéo » réalisé avec les travailleurs communaux gantois.

Le directeur de la piscine communale saint-gilloise, Edouard Desmet nous a ensuite fait un exposé remarquable sur la manière dont les services sportifs de la commune ont su gérer la transformation des locaux (rénovation du toit) et le remplacement du système de chauffage par une démarche respectueuse du développement durable, tout en respectant des contraintes budgét-

* Directrice du CFS asbl

1 OIT pour Organisation Internationale du Travail.



PAR ROSE MARIE GEERAERTS *

taires fort sévères et en récupérant même, en partie, leurs investissements par les économies réalisées en consommation d'énergie.

Nous avons ensuite découvert comment les services communaux des plantations, dirigés par Monsieur Adel Benhafid, ont élaboré ensemble avec les habitants de logements sociaux, un potager collectif bio au bénéfice de tous. Un petit film vidéo réalisé par la RTBF, dans le cadre de l'émission « C'est la vie en plus », illustre bien cette expérience riche en échanges humains et en... végétaux comestibles et succulents. Et une habitante, Yolande Pistone, particulièrement investie dans ce projet, est venue témoigner de cette expérience toujours en cours.

L'après-midi, les participants s'étaient inscrits dans l'atelier thématique de leur choix et le travail s'est donc poursuivi en sous-groupes. La dynamique commune aux quatre groupes s'articulait autour des points suivants :

1. décrire les actions déjà mises en place dans les services et/ou associations pour concrétiser une approche de développement durable, les lister et expliquer en quoi elles relèvent d'une démarche de développement durable ;
2. sur base de cette liste, réfléchir en groupe à celles qui pourraient être renforcées et/ou améliorées ;
3. établir une nouvelle liste d'initiatives ou actions qui pourraient être mises en place à l'avenir, en laissant libre cours à son imagination : la faisabilité pouvant être envisagée ultérieurement ;
4. sur base de la liste de nouvelles actions, en choisir une que l'atelier déciderait de concrétiser dans les six mois. Formuler cette action sous forme d'objectifs à atteindre.

Monsieur Philippe Bellis, Fonctionnaire de prévention et coordinateur des programmes de prévention à Saint-Gilles, animait le groupe inscrit dans l'**Atelier Prévention** et a accepté de rédiger un article que vous pourrez lire dans les pages suivantes.

Madame Fatima Bourarach, Coordinatrice Cohésion sociale à Saint-Gilles, animait l'**Atelier des associations**

d'éducation permanente et de cohésion sociale. Elle rappela que le développement durable est au cœur de la cohésion sociale et que les associations actives dans ce secteur font donc du développement durable sans le savoir... Comment développer cet axe, en augmentant les actions associatives. Son groupe, fort nombreux et actif, a fait le constat qu'il manquait d'informations sur la question, qu'il faudrait organiser de nouveaux canaux de communication pour rendre ces informations plus accessibles, les vulgariser et agir dans la proximité avec les publics de l'associatif. Une proposition était de créer un réseau d'échanges local. Certains ont proposé de travailler sur la création d'une coopérative de couture.

En conclusion, ce groupe proposait de continuer la dynamique au sein d'un conseil consultatif de développement durable et de travailler avec les Maisons de jeunes, les associations de femmes, etc.

Le social a amené à l'émergence de nouveaux métiers, pourquoi ne pas développer de nouveaux métiers du développement durable en vue de vulgariser et travailler avec les gens des quartiers, pour mieux prendre en compte les associations et leurs publics.

Fatima Bourarach conclut sur l'importance d'augmenter les petites initiatives car la proximité a un impact immédiat sur le « vivre ensemble ».

Jean-Philippe Martin, représentant la Mission locale de Saint-Gilles et Responsable de la Maison de l'Emploi, animait l'**Atelier des partenaires Emploi et Formation** saint-gillois.

Il commença par décrire un schéma de modèle d'exploitation des entreprises divisé en quatre zones autour de l'organisation (direction, administration, règles, procédures, juridique, financier...) : le capital humain (travailleurs, tiers), l'équipement (matériel, équipements de travail, bâtiments, installations, outillage), les matériaux (matières premières, produits, produits auxiliaires) et l'environnement (environnement externe, interne, espace, climat, facteur physiques).

Une quinzaine d'acteurs étaient représentés et - suivant le canevas décrit plus haut - ils présentèrent des pratiques d'entreprises nombreuses et parfois très poussées, comme

Retour sur la journée des associations organisée le 12 mars 2009.

ce fut le cas du Guichet d'entreprises local – G.E.L. représenté par Chiara Faini qui expliqua, notamment, comment ils ont été jusqu'à installer des dispositifs de compostage de leurs déchets alimentaires dans les sous-sols de leur immeuble. Leur équipe étant également organisée collectivement pour l'achat de « paniers bio », des exposés forts instructifs et transférables furent présentés. D'autres abordèrent des pratiques plus usuelles dans les bureaux comme le tri sélectif, les économies d'énergie, de papier, les sensibilisations du personnel et des publics...

En conclusion, le groupe proposa la constitution d'une base de données commune « quoi faire pour bien faire » comme outil à disposition de tous pour améliorer ses comportements en matière de développement durable. La question fut également posée de développer des actions pour mieux sensibiliser le public, comme des activités dans la rue, dans les écoles... et également préconiser la création d'un conseil consultatif du développement durable.

Jean-Philippe Martin décrivit également une démarche entreprise par un groupe d'associations afin de globaliser des demandes auprès de banques ou d'assurances, en vue de rationaliser les démarches et d'obtenir de meilleurs résultats : ce genre de logique commune pourrait être appliquée également à la sphère du développement durable pour négocier ensemble.

Un bémol cependant lancé par les participants : quid des publics qui n'ont pas les moyens de consommer « durable » ?

Monsieur Farid Sahli, directeur du Centre sportif communal, animait l'Atelier « sport » en introduisant le sujet par un passage du rapport Brundtland de 1987 « le développement durable satisfait les besoins de la génération actuelle sans compromettre les possibilités des générations futures à satisfaire les leurs ».

En matière de sport, il souhaitait inscrire les actions dans les trois sphères dynamiques suivantes : sociale, environnementale et économique, décrites comme les trois « piliers » du développement durable par le Conseil National du développement durable.

Ces trois ensembles s'entrecroisent sur les espaces transversaux de l'équitable, du vivable et du viable, autour du point central du durable.

Le développement durable dans le sport suppose une réelle politique sportive avec comme six objectifs :

- d'intégrer le concept dans les projets sportifs,
- de promouvoir les valeurs du développement durable,
- d'inciter le secteur du monde du sport à devenir acteur à part entière du développement durable,
- d'organiser des événements sportifs et des transports « propres »,
- d'intégrer le développement durable dans les actions de coopération Nord/Sud et enfin,
- d'observer et d'évaluer les réalisations dans le sens du développement durable.

Il continua son exposé en expliquant que les pratiques du sport pouvaient être synonymes de solidarité au service du développement durable, avec comme objectifs :

- de participer à l'amélioration du sentiment de cohésion sociale,
- d'utiliser le sport comme médecine préventive,
- de lutter contre le dopage,
- de favoriser l'accès de la pratique sportive auprès des publics fragilisés,
- de promouvoir la pratique sportive chez les jeunes,
- d'impliquer les jeunes dans la vie associative et dans les instances décisionnelles,
- de promouvoir le respect et la tolérance dans la pratique sportive.

En matière de sport et d'environnement, il préconise une gestion et une organisation de nos actions respectueuses de l'environnement avec comme objectifs de :

- sensibiliser les acteurs du sport aux problématiques environnementales,
- développer des infrastructures dans le respect de la nature et,
- utiliser du matériel sportif respectueux de l'environnement.

En matière de sport et d'économie, on peut également favoriser l'économie sociale au service du sport et du développement durable, avec comme objectifs de :

- développer des modes de consommation respectueux du développement durable,
- favoriser les retombées économiques locales à travers la pratique sportive,
- et favoriser les initiatives locales d'économie sociale.

En conclusion des débats de son groupe de participants, Farid Sahli relève la proposition des participants d'intégrer des clauses éthiques dans tous les cahiers de charges de la commune, notamment par rapport à l'achat de vêtements propres, avec la nécessité de désigner un responsable au sein de la Commune chargé de vérifier que cette clause soit concrétisée.

L'échevin de la cohésion sociale conclut la journée en six points :

- en demandant aux présidents des ateliers de transmettre leurs conclusions à la cellule communale du développement durable afin qu'ils en fassent une note pour le collège ;
- en invitant officiellement 3 représentants par atelier au lancement officiel de l'Agenda 21 qui eut lieu le 24 mars 2009 à la commune ;
- en affirmant sa volonté de participation large dans cette démarche de développement durable en invitant la Cellule développement durable à réfléchir sur la possibilité de créer un lieu pour poursuivre notre réflexion ;
- en insistant sur la nécessité de compréhension de concepts, d'acquérir des compétences en la matière, par exemple pour rédiger un cahier de charges, en demandant à CFS de rencontrer la cellule développement durable pour organiser des séminaires dans cette matière ;
- en invitant chaque participant à lire le livre présenté dans la matinée par Denis Stokkink ;
- et en prenant comme exemple, en cette veille de Pâques, d'offrir des œufs en chocolat vendu dans le commerce équitable par l'intermédiaire d'OXFAM – magasins du monde.

Développement durable et prévention : ce que l'on fait et ce que l'on pourrait faire.

Le service Prévention de la commune de Saint-Gilles existe depuis 1992. Il prend vie à travers **9 projets et surtout 80 travailleurs** qui mettent en place différentes actions de prévention et contribuent à améliorer le cadre de vie sur tout le territoire communal.

On retrouve ainsi des **projets de nature différente** : éducateurs de rue, médiateurs scolaires, médiateurs sociaux, gardiens de la paix, gardiens d'espaces publics, cellule de veille, juristes, qui travaillent chacun selon leur propre logique professionnelle (travail social ou prévention situationnelle, sécurité) mais de manière articulée, selon la logique du réseau.

A ces principes de base vient s'ajouter une logique d'action complémentaire, développée au sein de certains projets du service depuis quatre ans : **le développement durable**.

Le but de cet article est de rendre compte des échanges qui ont eu lieu entre les responsables de projets présents et d'autres acteurs de prévention sensibilisés à cette question (éducateurs et juristes pour un total de vingt de personnes) lors de la journée du 12 mars consacrée au « développement durable et à la prévention ».

On peut distinguer deux types de résultats : d'une part la synthèse des initiatives mises en place au sein du service ainsi que la manière de les pérenniser soit « **ce qu'on fait** » ; d'autre part des propositions issues des échanges intervenus au cours de cette journée de formation, pas toujours liées à la prévention au sens strict, c'est-à-dire « **ce que l'on pourrait faire** ».

A. Ce qu'on fait. Au niveau du développement durable, les éducateurs de rue constituent à la fois une ressource et un moteur au sein du service. Différentes initiatives qu'ils ont portées ou auxquelles ils ont collaboré, mettent en évidence que le développement durable est réellement venu s'inscrire comme une logique d'action complémentaire aux autres logiques de travail social développées.

* Fonctionnaire de prévention à la commune de Saint-Gilles

Ces initiatives prennent la forme :

- **d'activités ayant pour thème le développement durable** telles que la mise en place du projet carré Potager, la tenue d'un stand développement durable à la fête du printemps ou la construction d'un char alimenté par des panneaux solaires dans le cadre du carnaval ;
- **d'actions de sensibilisation du public à cette thématique** telles que le projet de « ferme pédagogique » (tous les mois, un groupe de douze enfants et de mamans se rendent à la ferme du Harby) ; la sensibilisation des enfants présents aux activités aux avantages d'une nourriture saine ou la semaine de troc de vêtements d'enfants ;
- **le souci de l'équipe de fonctionner, au niveau du local et des matériaux utilisés**, selon la logique du développement durable (voir ci-dessous).



Par ailleurs, **au niveau de la coordination du service**, une personne a été désignée en 2008 pour être responsable de la thématique du développement durable au sein du service. C'est sous son impulsion, en collaboration avec les responsables communaux de l'agenda 21 et les responsables de projets, qu'une liste de directives écologiques appliquées et à appliquer au sein du service a été élaborée.

Ce document s'articule autour de trois thèmes :

- **Energie et eau** qui se traduit notamment par une attention constante portée aux lumières et au chauffage au sein des bâtiments ;



PAR PHILIPPE BELLIS*

- **Papier et encre**, matérialisé par exemple par une impression systématique de tous les documents en recto verso, en mode fast draft ;
- **Réduction des déchets** notamment par la suppression de tous les gobelets en plastic au sein du service.

B. Ce que l'on pourrait faire. Cette partie relate les différentes suggestions et propositions complémentaires émises par les membres du groupe au cours des échanges intervenus lors de la journée :

- lancement au niveau du service d'un système de recueil des eaux usagées (notamment pour arroser les plantes) et recherche de subsides pour pouvoir disposer des doubles vitrages ;
- mise en place de formations complémentaires pour les acteurs de terrain qui ont des contacts avec des habitants (gardiens d'espaces publics, gardiens de la paix) afin qu'ils puissent sensibiliser les habitants à ce thème ;
- dans le même sens, approfondissement des formations suivies par les femmes de charge, qui sont des acteurs clés d'une application efficace des consignes à

suivre en matière de développement durable. La visite du centre de tri des déchets est à cet égard une initiative intéressante ;

- intégrer au sein des marchés publics d'uniformes (portés par des nombreux agents communaux) le critère de développement durable ;
- développer l'intégration du critère développement durable au niveau de la rénovation des espaces publics. De manière complémentaire, veiller au développement de la participation citoyenne et à la recherche d'une utilisation intergénérationnelle des espaces publics.



Entre aménagements pratiques et pédagogie, le développement durable se vit au quotidien au Collectif Formation société.

L'expérience concrète de développement durable au Collectif Formation Société

L'association CFS organise des actions dans le cadre de plusieurs décrets : l'Education permanente des adultes, la Cohésion sociale et l'Insertion socioprofessionnelle. Cela signifie une équipe de taille moyenne et un grand nombre de personnes qui nous rendent visite ou se forment dans nos locaux chaque jour. En fait, des centaines de personnes en mouvement chaque jour dans notre immeuble rue de la Victoire, près de la Porte de Hal.

Pour nous, le « **vivre ensemble** » est une notion qui prend tout son sens au quotidien lorsque nous sommes entre 50 et 120 personnes présentes en même temps de 8h30 à 17 h au sein de l'association. Il y a alors intérêt à se pencher sur les conditions à réunir pour que cela se passe bien et cela dans toutes les dimensions du terme. C'est donc depuis très longtemps déjà que nous y réfléchissons en équipe, en essayant de nous adapter et d'être attentifs à améliorer notre mode de vie et de consommation.

Nos activités sont implantées à Saint-Gilles depuis 1987 et nous connaissons donc bien les caractéristiques environnementales de cette petite commune si dense et traversée à tous moments par les flux de circulation entrante et sortante de la ville.

Sa petite superficie, la proximité avec la plus grande gare d'immigration du pays, la vétusté de son bâti, les tunnels de la « petite ceinture »... tout porte à se préoccuper de sa bonne gestion et CFS a toujours été sensible à y participer.

Et il y a bien des manières d'apporter sa petite pierre à l'édifice du développement durable.

Il y a bien sûr le **tri sélectif**, on en parle beaucoup car il devient obligatoire pour chaque ménage et entreprise à Bruxelles à partir du 1^{er} janvier 2010. Mais il n'a pas fallu attendre aussi longtemps pour avoir de bonnes pratiques.

Dès que cela a été possible nous avons trié nos déchets : cela fait beaucoup de papier, des cannettes et bouteilles en plastique et les déchets ordinaires, tous ces déchets sont séparés depuis que les sacs le permettant existent. Mais nous avons aussi découverts en 1998 que nous pouvions passer un contrat avec Bruxelles-Propreté, obtenir des containers spécifiques qui font économiser les sacs en plastique, et cela gratuitement si nous sommes un service au public et si nous respectons bien les consignes de tri. Dès que possible, nous trions nos boîtes d'archives en séparant le papier du métal (agrafes) et des pochettes en plastic et nous évacuons le tout vers la déchetterie. Nous veillons soigneusement à évacuer nos déchets informatiques vers des entreprises spécialisées dans leur recyclage : cartouches d'encre, câbles, écrans, PC et imprimantes défectueux.

Une autre façon de moins produire des déchets est de veiller à **faire des économies de consommation** à tous les niveaux et c'est facile.

Au niveau de la photocopieuse : utilisation de tous les passages papier, récupérés une deuxième fois pour les copies internes ou comme papier brouillon. Au moment où nous faisons de gros envois par courriers postaux, nous envoyons maintenant nos publicités par e-mails chaque fois que possible.

Comme nous avons besoin d'une grosse photocopieuse pour les cours, nous avons demandé d'y connecter tous les PC des travailleurs : plus besoin d'acheter de nouvelles imprimantes, plus besoin de cartouches d'encre, tout ce matériel fait partie des déchets très difficiles à recycler.

Un groupe d'humains passant une longue journée ensemble passe un certain nombre de moments à se restaurer, à boire. Que pouvions-nous modifier dans nos **comportements alimentaires** ?

Nous avons un distributeur de café et thé, une machine à bonbons à destination de notre public en formation notamment. Nous avons fait des recherches et avons conclu un contrat avec notre fournisseur afin qu'un maximum des produits utilisés dans les machines soient issus du commerce équitable : café, thé, sucre.

Quand nous organisons de petites festivités, des drinks, des repas de convivialité, nous veillons à favoriser les pré-

* Directrice du CFS asbl



PAR ROSE MARIE GEERAERTS*

parations « maison » à base de produits frais, et toutes les boissons offertes sont « commerce équitable » également. Pour les plus gros événements, nous faisons appel à une petite entreprise d'économie sociale qui, elle aussi, s'approvisionne en produits « propres ». Nous avons également pu trouver des gobelets et verres en produits recyclables.

Il reste du chemin à parcourir dans ce domaine mais la sensibilisation est constante et chacun est attentif.

Il y a aussi bien sûr les classiques **économies d'énergie** : nous avons pu remplacer notre vieille chaudière par un modèle moins énergivore avec thermostat central qui nous aide à réaliser des économies de gaz naturel.

Nous remplaçons l'éclairage par des ampoules économiques chaque fois que possible, dans certains locaux sur-éclairés, nous avons déconnecté un néon sur deux.

Nous avons pu installer progressivement du double vitrage dans tous les locaux et, enfin, nous avons réduit l'usage de l'ascenseur au strict minimum indispensable.

Comme notre association est vouée à la formation et à l'éducation permanente en particulier, nous ne pouvions évidemment pas laisser passer l'occasion d'utiliser cet atout aussi en organisant chaque année depuis plus de dix ans déjà des **modules de sensibilisation** pour notre public de l'insertion socioprofessionnelle. En effet, pour CFS, il est vraiment important que le développement durable soit expliqué aux couches les plus défavorisées de la population, en leur donnant les moyens à leur niveau et sans coût supplémentaire de participer à l'effort commun.

C'est ainsi que :

- nous visitons chaque année avec plusieurs groupes de personnes en ISP le centre de tri sélectif de Bruxelles, tout en sensibilisant les gens à notre propre production de déchets au CFS et à l'importance de respecter le tri sélectif organisé au quotidien ;
- dans les formations de base, les formateurs organisent des travaux en sous-groupes sur des sujets de recherche liés au développement durable et à la citoyenneté responsable qui est une de ses dimensions importantes. Par exemple : l'eau, la mondialisation des échanges économiques, les migrations, la

pauvreté, le commerce équitable, le droit de vote... les groupes produisent alors des articles sur un blog qu'ils présentent devant d'autres groupes de personnes en formation et l'équipe ;

- il nous est arrivé d'organiser des « petits déjeuners Oxfam » dans nos locaux avec un animateur pour la sensibilisation et les questions des participants ;
- les formateurs sont attentifs aux événements publics susceptibles de sensibiliser nos publics : des expositions comme « C'est Notre terre » (voir article de Myriam Azar), des films, des pièces de théâtre, la presse ;
- à l'occasion du Parcours de diversité, il est arrivé qu'un groupe de stagiaires écrivent et réalisent une pièce de théâtre sur la mondialisation (voir article de Mathieu Danero), cette année ils écriront une lettre « manifeste » au Ministre Magnette sur le thème du Sommet de Copenhague (voir article de Mélanie Savry) ;
- nous emmenons des groupes au local ECO & CO où des animateurs spécialisés les informent ; nous avons entamé une collaboration avec des animateurs d'ECORES qui sont venus sensibiliser nos groupes en donnant des tas d'informations pratiques en matière de respect de l'environnement dans la vie de tous les jours.

La **journée du développement durable** que nous avons organisée en mars 2009 entraine donc bien dans nos préoccupations à CFS et nous avons eu l'occasion d'y rencontrer bien d'autres opérateurs qui ont développé chez certains des pratiques encore bien plus élaborées pour ne produire que le strict minimum de déchets. L'exemple du Guichet d'Entreprises Local pourrait faire l'objet d'une véritable formation d'entreprise dans la matière... et cela nous a encouragés à poursuivre dans cette voie car il reste encore certainement beaucoup à imaginer et à mettre en place pour que notre commune améliore l'impact de son empreinte écologique mais pour cela chacun et chaque organisme doivent y participer.

C'est l'intérêt de tous qui est en jeu.

Mettre en sketch le voyage d'un paquet de frites : ou comment aborder le thème de la mondialisation avec un groupe d'apprenants en formation de base.

« Une grande frite, s'il vous plaît, avec mayonnaise ! » Tout le monde aurait pu être l'auteur de cette phrase mythique, en sortant du cinéma, en rentrant du boulot trop tard quand on n'a plus envie de cuisiner, une petite fringale soudaine pendant une balade... N'importe qui, quartier huppé, quartier populaire, la frite est heureusement encore à la portée de tout un chacun. Mais... une fois servis, imaginons-nous un seul instant le trajet qu'a dû faire notre jolie frite dorée avant de tomber dans une portion de mayonnaise ?

À l'occasion du parcours de convivialité 2008, il m'avait été proposé de préparer avec mon groupe en formation de base, dont les personnes étaient pratiquement toutes des femmes immigrées, un exposé autour de la mondialisation et de l'immigration. C'est à partir de ce travail que nous en sommes arrivés à imaginer le voyage d'un paquet de frites.

Evidemment plusieurs étapes ont mené à ce résultat.

Au commencement, nous sommes partis des définitions de ces mots qu'on entend quotidiennement, et à force qu'on ne comprend plus forcément. Il était donc important de repréciser ces concepts avant de plancher dessus. C'est avec des documents écrits, des reportages et des émissions télévisées que nous avons approché ces termes : mondialisation, émigrations, immigration, délocalisation... Après discussions et débats sur les thématiques, les choses s'éclaircissaient pour les stagiaires, mais se compli-

quaient à la fois... Effectivement, au plus on comprend ces choses, au plus on se rend compte qu'elles sont toutes intimement liées entre elles ! L'une est-elle la conséquence de l'autre, ou est-ce l'inverse... ?

Pour tenter de cerner encore mieux les choses il fallait au groupe du concret, du réel.

Nous nous sommes alors rendus au Petit Château où une visite guidée nous a permis de comprendre la situation des réfugiés et des sans-papiers en Belgique et de voir ce qui était mobilisé pour ces gens. Cette expérience a fort marqué les stagiaires... et positivement, même s'il subsiste des manques pour la gestion des réfugiés, le groupe a malgré tout pu se rendre compte que des choses étaient mises en place et que beaucoup de personnes en Belgique se souciaient du bien-être des sans-papiers.

Au fur et à mesure, les stagiaires y voyaient clair et se sentaient de plus en plus concernées par ces personnes venues d'ailleurs, comme elles... Nous avons alors entrepris d'aller rencontrer des sans-papiers pour les interroger. À ce moment-là, des réfugiés se trouvaient depuis deux ans à la Paroisse Saint Curé d'Ars de Forest, nous y sommes donc allés avec notre caméra et nos questions. Nous y avons été accueillis comme si nous étions chez nous. Trois sans-papiers ont offert leur témoignage aux stagiaires qui les ont interviewés¹ et ont pu faire leur portrait. Le groupe est reparti de là touché et ému, même si elles-mêmes avaient rencontré des difficultés à leur arrivée en Belgique, aucune d'entre elles n'avaient connu des conditions telles que celles des sans-papiers de la paroisse.

Dernière étape du processus : après avoir discuté de la mondialisation, après avoir vu la situation des immigrés d'aujourd'hui, nous avons observé une autre conséquence des changements actuels de notre société : la délocalisation. Un mot que la presse et la télévision utilisent très régulièrement et qui ne faisait pas beaucoup échos aux oreilles des stagiaires. Pour comprendre le phénomène,

* Ancien formateur au CFS et actuellement coordinateur pédagogique à la Chom'hier asbl

1 Les interviews sont visibles sur le blog des formations de base du Collectif Formation Société : <http://formationdebasecfs.over-blog.com> .



PAR MATHIEU DANERO*

nous l'avons représenté sous forme de sketch : *le voyage du paquet de frites*.

Ainsi nous avons mis en scène le trajet potentiel d'un paquet de frites commandé à Saint-Gilles. Cela pourrait donc se passer comme suit... La friterie appelle la centrale des commandes au Nigeria, qui lui communique la commande des pommes de terre au Congo. Les cueilleuses congolaises envoient en camion les patates au Burundi voisin pour qu'elles soient pelées par les militaires punis. Ensuite, ces mêmes patates pelées sont transportées en bateau jusqu'en Côte d'Ivoire pour y être coupées en frites, puis au Maroc pour la première cuisson (très importante !). Les frites précuites sont cuites une deuxième fois dans l'avion qui les amène à Zaventem. Sur place, une personne est chargée de livrer par train et par tram le paquet encore chaud à la friterie saint-gilloise². On a beaucoup ri, mais surtout les stagiaires ont tout compris : manger local ça fait quand même moins mal à la planète.

En effet, pour un public en formation de base, parler d'une notion telle que la délocalisation uniquement via des documents écrits ou des vidéos n'est pas suffisant. Evidemment, ces documents peuvent servir de base, mais ensuite le fait de se mettre en mouvement et de théâtraliser la matière permet de mieux l'appréhender, de la mémoriser sur la durée, et dans ce cas-ci de mesurer l'impact de la délocalisation sur les peuples du sud et du nord, ainsi que sur l'environnement. Cela permet également de se rendre compte par soi-même des différents problèmes mondiaux dont parlent les médias et de se forger une opinion propre. Par exemple, par ce sketch, les femmes du groupe ont réalisé que les conséquences de la délocalisation n'avaient pas que des effets néfastes sur les populations et le climat des pays du sud, mais aussi chez nous : les fermetures d'entreprises, les licenciements massifs et le chômage croissant en sont des conséquences directes. La théâtralisation, et donc le fait de « vivre » la matière, permet de renforcer la compréhension.

2 Le sketch est visible sur le blog des formations de base du Collectif Formation Société : <http://formationdebasecfs.over-blog.com>

Au quotidien au Collectif Formation société.

Calculer son empreinte écologique : une animation pour lancer un débat sur le thème du développement durable avec des groupes en formation.

Au Collectif Formation Société, nous avons proposé en 2009 toute une série d'activités à notre public en lien avec la question du développement durable.

Notre objectif était le suivant : proposer des temps de réflexion aux dimensions et formes différentes pour amener tout doucement les stagiaires de notre centre de formation à se rendre compte qu'ils avaient eux aussi un rôle à jouer...et que nous pouvions tous nous mobiliser même si nous ne nous rendions pas à Copenhague !

Parmi les différentes activités proposées, nous avons emmené les groupes de l'espace préparatoire visiter l'exposition « C'est Notre Terre » organisée sur le site de Tours et Taxis.

Pour les y préparer, nous leur avons proposé, en guise d'introduction, l'animation décrite ci-après. Nous souhaitons amener les stagiaires à prendre conscience de « la place » que chacun d'entre nous occupe sur cette planète et amener une réflexion sur leurs modes de consommation.

Un autre objectif fut vraiment d'échanger et de réfléchir ensemble autour d'une série de mots que l'on nous assène quotidiennement à travers les médias comme « ressources naturelles », « consommation », « générations futures »...

L'animation donna lieu à bien des échanges, parfois passionnés...et nous nous rendîmes compte que l'intérêt pour ces questions était bien réel !

A vous de jouer avec vos publics...

Animation sur le concept d'empreinte écologique durable en vue de préparer la visite de l'exposition « C'est

**Notre Terre » consacrée au développement durable
Calculer son empreinte écologique**

Objectifs :

Découvrir et visualiser quels sont ses besoins personnels énergétiques, en vue d'une prise de conscience : comment modifier ses comportements de consommation en vue de mieux respecter notre environnement et ses ressources.

Déroulement :

Constitution de 3 sous-groupes qui travailleront chacun sous la supervision d'un animateur.

En sous-groupe :

1) L'animateur explique d'abord ce qu'est « l'empreinte écologique » :

Qu'est-ce que l'empreinte écologique :

L'empreinte écologique est une mesure de la pression qu'exerce l'homme sur la nature.

C'est un outil qui évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets.

2) L'animateur contextualise pour faciliter la compréhension :

a) Imaginez que vous êtes un Robinson Crusoe isolé sur une île déserte.

Quelle devrait être la taille de votre île – terre, lagon et mer compris – pour vous permettre de vivre en autarcie de façon durable et répondre à vos besoins en nourriture, chauffage, matériaux de construction, air pur, eau potable, absorption de déchets ? Cette surface représente l'empreinte écologique de notre Robinson Crusoe.

b) On peut comprendre assez vite que si le mode de vie de notre naufragé exerce une pression trop forte sur son île – par exemple si il fait de grands feux de bois tous les soirs pour tromper sa solitude –, c'est-

* Responsable du pôle Formation Continué de CFS



PAR MYRIAM AZAR*

à-dire si son empreinte écologique est supérieure à la taille de son île, sa survie risque d'être compromise à plus ou moins long terme...

c) A l'échelle d'une personne, l'empreinte écologique est une estimation de la superficie nécessaire pour répondre à l'ensemble de ses besoins en ressources naturelles.

3) Distribuer le questionnaire aux participants.

4) Sur base des résultats, inviter les participants à calculer leur empreinte écologique.

Résultat divisé par 10.000 = la réponse en mètres carrés (1ha = 10.000 m²).

A ce moment-là, l'animateur explique que sur la Terre, il n'y a environ que 2,2 hectares productifs disponibles par personne, sachant que notre planète compte actuellement 6,5 milliards d'habitants !

5) L'animateur invite le sous-groupe à échanger sur les résultats obtenus.

Retour en grand groupe :

- 1) Echange sur l'exercice et les réflexions qu'il suscite : que pouvons-nous dire de notre consommation ? Quelle pression exerçons-nous sur notre planète ? Quel ressenti global ?...

2) Clarification des concepts : « empreinte écologique » et « développement durable »

3) Proposition d'une définition de l'expression « développement durable » :

Le développement durable consiste à repenser les modes de consommation des ressources naturelles et les modes d'élimination des déchets provoqués par cette consommation.

Il s'agit de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

4) Débat autour des termes :

Génération futures : c'est qui, pourquoi cela nous concerne... ?

Ressources naturelles : c'est quoi, citez-en, comment faire sans... ?

Consommation : comment je consomme, m'arrive-t-il de jeter et quoi... ?

5) Je me bouge !

Que puis-je mettre en place pour limiter mon empreinte écologique ? : à mon échelle... dans ma maison, dans mon quartier... ?

Fiche pédagogique

Questionnaire permettant de calculer son empreinte écologique

ALIMENTATION : Vous démarrez avec un montant de 8000

Selon que vous répondez OUI, vous additionnez ou soustrayez :

-Vous achetez des produits emballés, préparés, transformés, cuisinés	+ 2000
-A chaque repas, vous avez beaucoup de pertes (surplus jetés)	+ 2000
-Vous êtes gros mangeur	+ 2000
-Vous achetez à des producteurs locaux, au marché	- 2000
-Vous achetez plutôt au supermarché	+ 2000
-Vous êtes végétarien	- 2000
-Vous achetez surtout des produits bio	- 1000
-Vous avez un beau jardin potager	- 2000

TOTAL pour l'alimentation

Au quotidien au Collectif Formation société.

EAU : Vous démarrez avec un montant de 600

Selon que vous répondez OUI, vous additionnez ou soustrayez :

-Vous prenez souvent des bains	+300
-Vous arrosez souvent votre gazon	+400
-Vous avez une machine à laver la vaisselle	+600
-Vous prenez surtout des douches, pas tous les jours	-100
-En général, vous veillez à économiser l'eau	-200
-Vous utilisez l'eau de pluie ou utilisez des toilettes sèches	-200

TOTAL pour l'eau

ELECTRICITE : vous démarrez avec un montant de 6000

Selon que vous répondez OUI, vous additionnez ou soustrayez :

-Vous avez un chauffe-eau solaire	-1500
-Vous avez des stop veille	-300
-Vous êtes équipé de lampes économiques	-500
-Vous n'avez que des appareils électroménagers A et A+	-1000
-Vous avez un écran de télé plat LCD	+5000
-Votre électricité provient des énergies renouvelables	-3000

TOTAL pour l'électricité

ORDURES :

-Si vous produisez très peu d'ordures, ou si vous recyclez, compostez ou réutilisez tout ce qui est possible	+6000
-Si vous produisez beaucoup d'ordures, ou ne recyclez rien du tout	+ 20000
-Si vous vous situez entre les 2 attitudes, faites une estimation entre 6000 et 20000	+ ?

TOTAL pour les ordures

PAPIER

-Si vous achetez beaucoup de journaux et livres	+3000
-Si vous lisez peu les journaux et revues et préférez la bibliothèque	+1000
-Si vous avez une attitude entre les 2, faites une estimation entre 1000 et 3000	+ ?

TOTAL pour le papier

TRANSPORTS

-Si vous vous déplacez uniquement à pied ou en vélo, passez à la rubrique suivante.

-Si vous vous déplacez en voiture, combien en moyenne faites-vous de kilomètres par an, comme conducteur ou passager : multipliez ce chiffre par 50	+ ?
---	-----

- Si votre voiture consomme plus de 10 litres/100km multipliez par 2 le résultat obtenu + ?
- Si vous êtes passager ou si vous avez très souvent un ou des passagers, divisez par 2 + ?

RESULTAT pour la VOITURE

- Combien de kilomètres faites-vous/semaine en moyenne en moto ou mobylette
- Multipliez ce chiffre par 30 + ?

RESULTAT pour la MOTO

- Combien de kilomètres faites-vous/semaine en moyenne en transports en commun
- Multipliez ce chiffre par 20 + ?

RESULTAT pour les TRANSPORTS EN COMMUN

- Combien d'heures voyagez-vous en moyenne en avion par année
- Multipliez ce chiffre par 500 + ?

RESULTAT pour L'AVION

TOTAL général pour les transports

CHAUFFAGE vous démarrez avec un montant de 9000

- Si vous chauffez à 19° le jour et à 16° la nuit et lors des absences -1500
- Si vos murs, toitures et sols sont fortement isolés -3000
- Si vos murs, toitures et sols sont moyennement isolés -1500
- Si vous avez une chaudière récente (-2ans) ou très performante -2000
- Si vous avez du double vitrage -500

TOTAL pour le chauffage

A présent additionnez le total des 8 rubriques :

Ce total va vous permettre de calculer votre empreinte écologique :

Total des 8 rubriques divisé par 10.000 = hectares

IL N'Y A SUR TERRE QU'ENVIRON 2,2 hectares productifs disponibles par personne.

Exploiter le sujet du développement durable avec un groupe de stagiaires en formation de base.

La formation de base « français expression » du Collectif Formation Société touche un public d'adultes en insertion socioprofessionnelle qui souhaitent se remettre à niveau en vue de reprendre une formation. Dans ce cadre, ils suivent des cours d'expression écrite et orale, de méthode de travail, de logique et d'initiation aux NTICE¹. Ces cours sont soutenus, de manière transversale, par un projet global, portant généralement sur des questions liées à l'éducation permanente et à la citoyenneté.

Depuis quelques mois, l'espace public, au travers des médias notamment, mais également des discours politiques, et même de la publicité, est inondé d'informations, de recommandations, de menaces, concernant le réchauffement climatique. On ne peut ignorer cette problématique, mais encore faut-il en comprendre tous les principes et les enjeux. Pour l'équipe pédagogique² du Collectif Formation Société, cette thématique semblait incontournable en cette année 2009, année du Sommet de Copenhague. Nous avons donc mis en place un projet de rédaction d'une lettre ouverte, argumentée, à l'attention des décideurs politiques qui seraient présents au sommet de Copenhague. Cette réalisation finale allait être l'aboutissement de tout un travail de sensibilisation, de documentation, de questionnement et de débat.

Nous allons développer ici les pistes exploitées à 3 moments clés du projet :

- L'introduction à la problématique, en préparation de la visite de l'exposition « De Kyoto à Copenhague, c'est notre terre 2 » ;

- La mise en situation d'argumentation à l'occasion d'un débat sur le modèle d'un jeu de rôle ;
- L'atelier d'écriture pour préparer la rédaction de la lettre.

Les principaux objectifs de toutes ces activités étaient de permettre au public d'appréhender cette problématique dans sa complexité, d'établir un lien entre celle-ci et les droits humains, d'initier une réflexion sur les conflits d'intérêt en jeu (Nord/Sud, la position des différents états, etc.) et enfin de susciter l'implication et la participation citoyenne ainsi que la mise en œuvre d'actions concrètes pour le développement durable.

L'introduction à la problématique

Nous avons commencé par un brainstorming sur le réchauffement climatique. Il s'agissait pour les stagiaires d'énoncer tous les mots et toutes les notions qui leur venaient à l'esprit en rapport avec ce sujet. Ce brainstorming s'est avéré assez fructueux et complet. Pratiquement, le sujet était placé au centre du tableau (sur le modèle d'une carte mentale (ou topogramme) et nous avons inscrit les mots autour, au fur et à mesure, en les regroupant implicitement par thèmes (faits / causes / conséquences / solutions.). Nous avons fait émerger ces regroupements en posant la question suivante « Quels regroupements pourriez-vous faire avec ces mots ? Sous quel titre ? » ou « Quels sont les mots qui vont ensemble ». Ce premier exercice a donc fait émerger des représentations sur le sujet et a permis aux stagiaires de structurer et de visualiser les liens entre les idées.

Pour aborder le phénomène à l'origine de cette problématique, l'effet de serre, nous avons imaginé des ateliers s'appuyant sur la théorie des Intelligences Multiples³, (développée par Howard Gardner), lors d'une formation d'initiation à ce concept qui a été proposée, dans une version plus sommaire, aux stagiaires de la formation de base.

* Formatrice au CFS asbl

1 NTICE : nouvelles techniques de l'information, communication et échanges

2 HEUSTERSPEUTE Marie, HOTTELET Marie-Ange, SAVRY Mélanie, TERWAGNE Corinne

3 Pour plus d'information sur cette théorie consulter : Les intelligences multiples : La théorie qui bouleverse nos idées reçues. Howard Gardner. Retz, juin 2008 et À l'école des intelligences multiples. Bruno Hourst. Hachette Education, juillet 2006



PAR MÉLANIE SAVRY*

Nous proposons donc plusieurs ateliers dans lesquels il était possible d'étudier le phénomène selon des canaux qui pouvaient toucher plusieurs formes d'intelligences. Ainsi, ces ateliers offraient à chacun l'opportunité de comprendre plus aisément ce phénomène en fonction de son profil cognitif.

Un atelier constitué autour d'une interview vidéo d'Hubert Reeves et la mise à disposition de textes explicatifs pouvaient satisfaire « l'intelligence linguistique ».

Des animations *flash* disponibles sur le Web, ainsi que des schémas, pouvaient contenter les profils visuo-spatiaux et logico-mathématiques. Une expérience était proposée pour les profils naturalistes et (ou) kinesthésiques. Pour ces derniers, nous avons également préparé des éléments schématiques à manipuler pour reconstituer un schéma en 3D du phénomène d'effet de serre, à partir d'explications. Etant donné que toutes les activités pouvaient se faire en groupe, elles mettaient en oeuvre l'intelligence interpersonnelle. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé de documents ou d'activités appropriés⁴ aux Intelligences Intra-personnelle et musicale

Nous avons demandé, aux stagiaires de la formation de base, à la suite d'une activité similaire à celle-ci, de réaliser, en sous-groupes, une affiche pour expliquer l'effet de serre, qu'ils ont ensuite présentée devant le reste du groupe.

Pour évoquer avec eux les enjeux du sommet de Copenhague, nous leur avons projeté une vidéo, « à Copenhague faites entendre votre voix » qui présente des témoignages de victimes du réchauffement climatique. On aurait pu partir d'une étude de texte, comme par exemple l'article de Bill Mc Kibben « Copenhague et après – Un sommet plus important que Yalta » dans le courrier international de novembre 2009⁵, car il est rédigé dans un style assez simple, clair et vivant.

4 Une activité comme le débat, par contre, touche l'intelligence intra-personnelle et il existe des documents musicaux qui se rapportent au thème du réchauffement climatique (voir la bibliographie)

5 « Copenhague et après, un sommet plus important que Yalta » Bill Mac Kibben, Courrier International n°994 du 19 au 26 novembre 2009, p.19



Suite à cette introduction, les stagiaires ont suivi une visite guidée de l'exposition « De Kyoto à Copenhague, c'est notre terre 2 ».

Le débat

Avant d'aborder le débat à proprement parlé, nous avons commencé par une initiation à l'argumentation au travers d'une série d'activités préparatoires : comme dresser une liste d'avantages et d'inconvénients ou présenter un objet à la manière des « Téléboutiques ».

Le débat quant à lui se présentait sous forme de jeu de rôle. Un personnage était attribué au hasard à chaque stagiaire. Parmi les rôles, on trouvait : un paysan malien, un médecin dans un pays du sud, un habitant d'une île de l'archipel de Tuvalu, le président des Etats-Unis, le directeur d'une entreprise de construction automobile, le directeur d'une agence de voyage, un pêcheur de la mer du nord, le maire d'une ville dans un pays en voie de développement, un responsable d'une réserve naturelle au Canada, un adolescent américain qui vient d'avoir son permis, un présentateur d'une émission de débat sur une chaîne de télévision belge...

Pour s'approprier leurs personnages, les stagiaires ont réalisé une « fiche signalétique » (nom, âge, sexe, lieu de résidence, situation familiale, hobbies, qualités, défauts,...) pour les décrire plus précisément. Ils ont ensuite choisi un

Au quotidien au Collectif Formation société.

accessoire qui pourrait les représenter symboliquement, à porter au moment du débat (ils ont apporté des objets tels qu'une cravate, une boîte de thon, un chapeau faisant office de Stetson,...).

Pour préparer le contenu du débat, nous avons organisé des ateliers offrant la possibilité de consulter des ressources variées sur le sujet, toujours en exploitant des canaux multimédias, textes, témoignages, données statistiques, schémas, articles, sites Web etc.⁶ Il nous semblait important de fournir, tout au long du projet des sources d'informations diversifiées car, en raison des enjeux soulevés par cette question, les sources d'informations sont rarement totalement neutres.

Un questionnaire était distribué, pour orienter la recherche et éclairer certaines questions. Les stagiaires devaient également rechercher quels pouvaient être les conséquences du réchauffement climatique pour leur personnage. A partir de ces informations ils devaient imaginer quelle thèse défendrait leur personnage au moment du débat et trouver des arguments pour la défendre. L'animatrice du débat devait quant à elle réfléchir aux questions qu'elle aurait à poser au moment du débat.

Afin de poser au préalable des critères d'évaluation du débat, les stagiaires ont répondu, en sous-groupe, aux questions suivantes :

- A quoi reconnaît-on un débat ?
- A quoi sert un débat ?
- A quoi reconnaît-on un débat réussi ? Un débat raté ?

Les 50 minutes de débat furent riches d'interactions et d'échanges. Lorsque les stagiaires nous ont fait part de leurs impressions ils nous ont dit que le débat leur avait permis d'approfondir leur réflexion et qu'il avait rendu les situations vécues par ceux qu'on appelle « les témoins du climat » plus concrètes.

L'atelier d'écriture

Pour concevoir cet atelier d'écriture nous nous sommes inspirés des outils et des techniques proposés par Madame Michèle Naples⁷ et par Fabienne Kostrzewa⁸. L'atelier débutait par une mise en situation. Nous avons placé des plantes d'intérieur dans tout le local (celles de l'association) et nous avons projeté un extrait du film Home.

Nous avons aussi diffusé une musique d'ambiance reproduisant les bruits de la nature, lors des moments d'écriture, qui a eu un effet apaisant sur le groupe.

Pour la première phase, « Fragments d'auteurs... », nous avons disposé sur une table, au milieu de la classe, six photos évoquant la Terre, et sur une deuxième table, des citations, extraits, poèmes, ... de divers auteurs.

Les stagiaires reçurent comme consigne de choisir, pour illustrer chaque photo, des fragments des textes avec lesquels ils formeraient « des belles phrases ». Ils devaient écrire ces phrases sur des bandelettes de papier et les déposer autour des photos.

Ensuite, des groupes constitués autour de chaque photo devaient composer un petit texte d'hommage à la terre à partir des languettes jointes aux photos. Après cette phase d'écriture, chaque groupe a lu son texte aux autres.

Venait ensuite la deuxième phase, intitulée « Alphabet effervescent ». Nous avons préalablement inscrit au tableau toutes les lettres de l'alphabet. Ensuite, nous avons demandé aux stagiaires de donner le maximum de mots qu'ils associaient au mot « climatique » selon l'axe formel et idéal. Ces mots étaient notés au tableau, au fur et à mesure, par une formatrice pour constituer une réserve de mots pour la suite de l'atelier.

6 Voir la liste des documents dans la bibliographie

7 Michèle Naples, agrégée de l'enseignement secondaire inférieure et formatrice en ateliers d'écriture et gestion mentale.

8 Fabienne Kostrzewa, Ateliers d'écriture, 26 lettres en quête d'auteurs, éd. De Boeck, col. Sciences humaines, Bruxelles, 2007.

Pour suivre, nous avons projeté une autre vidéo : « Act Now »⁹. Cette vidéo s'achève sur une phrase, prononcée par une petite fille : « dites leur, vous.. ! » qui permettait de lancer la troisième phase d'écriture. En groupe, les stagiaires devaient créer un texte sur « le message qu'ils souhaiteraient adresser aux décideurs politiques », avec la contrainte d'y insérer le maximum de phrases de deux textes composés à la phase précédente.

Comme le laisse entendre son titre, « A nos ciseaux ! », la dernière phase de cet atelier portait plus sur un travail de construction et de structuration que de rédaction pure.

Nous avons d'abord demandé aux stagiaires de dégager les idées similaires dans les textes lus précédemment. Ensuite, les stagiaires ont découpé dans les textes et ont regroupé les morceaux obtenus par thème. On obtenait ainsi un premier classement des idées.

Puis, ils se sont concertés pour décider quelles phrases ils garderaient et celles qu'ils abandonneraient. Enfin, ils ont articulé les phrases conservées entre elles à l'aide de connecteurs, notés sur de petits papiers, qui étaient mis à leur disposition.

La lettre commune, ainsi obtenue a été mise en forme au cours d'informatique et transmise par courriel au représentant de la Belgique au sommet de Copenhague, Monsieur Paul Magnette.

Elle a également donné lieu à une lecture publique par les stagiaires devant les autres stagiaires en formation au CFS.

L'expérience de ce projet nous a permis de mesurer tout l'intérêt d'aborder la problématique du réchauffement climatique et du développement durable avec un public comme celui des formations de base. D'une part, les thématiques rattachées à cette problématique sont pluridisciplinaires et permettent l'apprentissage de multiples compétences ; d'autre part, et surtout, car cela aboutit à une réelle prise de conscience. Si on s'accorde à penser

que le changement climatique représente une des principales menaces écologiques, sanitaires, sociales et économiques du XXI^e siècle, il est alors important de permettre à ce public de se former des clés pour la compréhension, l'analyse et l'évaluation de cette problématique, afin qu'il puisse, en tant que citoyen, prendre une part active et responsable dans ce que certains voient comme le plus grand défi de ce siècle.

Voyez, ci-après, la lettre rédigée par les stagiaires et qu'ils ont adressée à Monsieur Magnette.

9 Cette vidéo a été tournée en Belgique à l'initiative de l'association des Amis de la Terre en Belgique qui a lancé le projet "The big ask", pour mobiliser le plus de gens possible au problème du réchauffement climatique. Pour visionner cette vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=-kRP5x2MsAw> ou sur le site www.thebigask.com

Au quotidien au Collectif Formation société.



Mesdames et Messieurs les décideurs,

Nous voulons attirer votre attention sur les dangers que nous courons en raison du réchauffement climatique.

Nous vous demandons de trouver une solution.

Nous n'avons que 4 à 10 ans pour agir et si nous ne faisons rien, il y aura de plus en plus de catastrophes. Comme l'augmentation des réfugiés climatiques, la disparition de certaines îles et d'espèces animales, même ici à la mer du nord !

A notre avis, nous pouvons tous faire quelque chose pour diminuer la pollution. De notre côté, nous évitons de prendre la voiture, lorsque ce n'est pas nécessaire. L'eau de javel est bannie de nos maisons.

Nous prenons des douches et utilisons des ampoules économiques.

Avez-vous des projets, pour que tous ensemble nous puissions offrir à nos enfants une Terre meilleure ?

Voici quelques idées que nous aimerions vous voir réaliser :

Multiplier les journées sans voiture à Bruxelles

Commercialiser les véhicules écologiques

Développer des transports en commun moins polluants (bus électrique, tram) et accessibles à toutes les bourses

Augmenter les énergies renouvelables (éoliennes, panneaux solaires)

Mettre en place des systèmes qui permettent aux usines de moins polluer

A notre avis, nous pouvons tous faire quelque chose pour diminuer la pollution.

Et vous Messieurs les décideurs que faites-vous ?

Donnez-nous les moyens de faire plus, en tenant compte des différents salaires et des situations de chacun.

« La nature est négligée, souillée, dépouillée, toutes ces belles surfaces se sont désintégrées. Devant nous se dressent des paysages bidon. L'empire de cette nouvelle génération. »

Ce texte a été écrit il y a plus de 15 ans par un jeune. La réalité nous a rattrapés... Ces mots résonnent dans nos têtes et dans nos vies.

Les conséquences du réchauffement sont bien présentes.

Alors, agissons maintenant !

Main dans la main, notre union fera notre force.

Nous vous prions de prendre cette lettre en considération afin d'agir.

Des citoyens de la Terre. 🍷



PAR VANESSA DEMARNEFFE

Sensibiliser des groupes populaires aux économies d'énergie : le partenariat CFS/ ECoRES

Contexte

Aujourd'hui, notre confort dépend fortement de l'énergie. Malheureusement, chauffer, éclairer, équiper, ... pollue et coûte de plus en plus cher. En effet, les prix du pétrole, du gaz et de l'électricité ne cessent d'augmenter.

Les énergies fossiles (pétrole, gaz, uranium, charbon, ...) s'épuisent.

Non renouvelables, leurs stocks diminuent de plus en plus vite : la consommation mondiale a augmenté de 75% au cours des 30 dernières années et ne cesse de s'accroître. A très court terme, si nous ne changeons pas nos modes de consommation, la demande planétaire d'énergies fossiles va dépasser largement la capacité de production ! Résultat : une diminution importante de ces ressources et, rapidement, la pénurie pure et simple avec une augmentation des prix très importante.

De plus produire et brûler des combustibles fossiles (pétrole, charbon et gaz) dégage du dioxyde de carbone (CO²) dans l'atmosphère. Ces émissions sont responsables du réchauffement de notre planète et de ses conséquences : changements climatiques, fonte des glaces, augmentation des ouragans, etc.

Toutes ces raisons ont poussé la Région bruxelloise et plus particulièrement la Ministre de l'environnement et de l'énergie et son administration Bruxelles Environnement, à mettre au défi la population bruxelloise de diminuer ses consommations d'énergie et par conséquent ses factures énergétiques !

Objectif

L'objectif principal de ce Défi Energie est de sensibiliser la population bruxelloise à diminuer ses consommations

d'énergie par des petits gestes à réaliser au quotidien sans diminution de son confort et sans investissements importants.

Le Défi Energie présente plusieurs volets et plusieurs publics cibles. Le volet dont il s'agit ici est le volet qui touche un public dit « populaire ». Cette mission est prise en charge par deux organisations : EcoRes sprl et l'association Ecoconso.

Pourquoi un public populaire ?

Ces populations sont celles pour lesquelles un allègement du budget Energie est le plus souhaitable. En effet, avec un coût de l'énergie en perpétuelle augmentation et un pouvoir d'achat qui se fait de plus en plus modeste, il n'est pas facile de tenir !

C'est pourquoi, promouvoir chez ce public des modifications de comportement pour réduire leur consommation d'énergie et donc leur facture, constitue un enjeu majeur.

Sensibiliser oui... mais comment ?

Il s'agit de sensibiliser des groupes entre 12 et 15 participants à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Notre ambition va même un peu plus loin, puisque nous assurons un suivi de chacun de ces groupes en trois séances. Les participants sont ainsi plus que sensibilisés mais bien formés, de manière telle qu'ils puissent influencer, partager, transmettre leur connaissance dans leur entourage.

Le milieu populaire est large et riche à Bruxelles, notre méthodologie de recrutement de ces groupes est de laisser toutes portes ouvertes. C'est pourquoi, nous avons fait appel à différents canaux : via le champ associatif, via des personnes-relais, via des institutions, via des projets...

Contenu des formations

En matière de contenu, notre objectif est de donner aux

Au quotidien au Collectif Formation société.

participants l'information nécessaire pour qu'ils puissent savoir comment, pourquoi et combien leurs équipements consomment d'énergie. Ensuite, quels sont les gestes à mettre en pratique pour voir la consommation diminuer et surtout quels sont les bénéfices financiers de ces réductions.

De plus nous apportons également une information quant à l'impact environnemental de ces réductions de consommation. Ce qui s'est avéré important pour certains participants qui doutaient de l'impact réel qu'un changement de leurs habitudes pouvait produire sur l'environnement.

Conclusions

Aujourd'hui il est facile de voir sa consommation d'énergie augmenter par le simple achat d'un nouveau téléviseur ou d'un nouveau frigo si l'on ne fait pas attention aux consommations de ceux-ci. Et cette information n'est hélas pas toujours facile à trouver.

Lors des formations, nous avons constaté que la majorité des participants sont conscients qu'ils doivent faire attention, mais sans savoir comment et parfois sans savoir pourquoi.

Cette demande d'information est donc bien là ! Et le Défi Energie essaye au mieux de répondre à cette demande.

Aujourd'hui, nous avons formé et suivi près de 30 groupes, dont quatre avec la collaboration du CFS, soit près de 450 participants, et les retours sont plus que positifs.

Un dernier petit calcul :

Si un ménage bruxellois émet en moyenne 4,7 tonnes de CO² par an dans son logement. Que grâce aux formations données, nous pouvons supposer que chacun des ménages touchés fait en moyenne une diminution de ses consommations d'énergie de 10%. Nous avons actuellement eu durant nos formations plus de 450 participants, cela représente une réduction moyenne d'environ 210 tonnes de CO² soit près d'une demi tonne par ménage. Merci à tous pour votre collaboration !

Retrouvez tous les conseils d'économie d'énergie sur www.defi-energie.be.

Pour plus d'information : contacter Vanessa de Marneffe, EcoRes, vanessa.demarneffe@ecores.eu

Petite Bibliographie sélective et non exhaustive d'outils pour ceux qui souhaitent aborder la thématique du développement durable avec leurs publics.

Sous la direction de Denis Stokkink, Construire des villes européennes durables, Tome 1 et Tome 2, les Cahiers de la solidarité n°16 et 17, éditions Pour la Solidarité, 2009.

Une excellente publication qui propose une explication claire sur le concept de développement durable. Mais aussi un florilège d'actions concrètes menées au sein de villes européennes.

Le Climat c'est nous, dossier pédagogique à l'usage des enseignants, édité par le WWF, le Service public fédéral santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement.

Un excellent dossier que les animateurs et formateurs pourront s'approprier ; des fiches claires et rigoureuses – fiches prof/fiches élèves – permettant de faire le point sur toute une série de questions comme l'effet de serre, la biodiversité... même quand on n'est pas doué en sciences comme moi !

Sous la direction de Denis Guiot, Demain la terre, Mango jeunesse, 1999.

Un recueil qui propose cinq nouvelles sur des questions difficiles mais importantes : pollution atmosphérique, pluies torrentielles, assèchement de la planète, vieillissement accéléré de l'homme... les thèmes sont graves mais convient à la prise de conscience.

Signalons la grande qualité des nouvelles servies par d'excellents auteurs qui proposent des intrigues intelligentes qui sauront plaire à un public d'adolescents ou de jeunes adultes.

Site internet : www.notre-planète.info

Voilà un site qui propose de nombreux services et informations dans les domaines de la géographie, de l'écologie et de l'environnement.

Vous y trouverez une manne de dossiers thématiques, des forums de discussion, un bon millier de photographies classées par catégories... et j'en passe, une vraie mine d'or !

Et si vous lanciez votre atelier de sensibilisation ?

Renée et Bernard Kayzer, Copain des villes, Milan Jeunesse, 1994.

Un livre qui invite l'enfant à poser le regard et à découvrir son cadre de vie urbain. Des activités et informations y sont déclinées afin d'autonomiser l'enfant. Il s'agit aussi de le sensibiliser à la présence de la nature en ville.

Agir pour la nature en ville, une édition de la Gazette des terriers, sur commande à la Fédération des clubs CPN : www.fcpcn.org.

Un chouette outil pédagogique composé de 68 fiches photocopiables pour agir très concrètement dans votre rue, votre quartier, votre immeuble... sur base de 25 actions et activités originales comme créer un balcon sauvage, examiner les arbres en ville... que du concret et du réjouissant pour s'y mettre de suite.

Les cahiers du Fil rouge

Collection

- N°1 "Fil rouge. En quête de sens..."
- n°2 "L'emploi des jeunes à Bruxelles"
- n°3 "Cohésion sociale en questions"
- n°4 "Cohésion sociale à Bruxelles :
textes légaux"
- n°5 "Cohésion sociale : actes du colloque
du 28 mars 2006"
- n°6 "L'accessibilité des NTIC :
un enjeu de démocratie !"
- n°7-8 "Mohamed El Baroudi, un « Fil rouge » de 40 ans
d'immigration marocaine à Bruxelles."
- n°9 "Regards sur la cité – Quatre projets de Cohésion
sociale à Saint-Gilles."
- n°10-11 "Reflets du Parcours de la Diversité
à Saint-Gilles 2008."
- n°12 "Pour une Université Populaire à Bruxelles."
- n°13 "Développons durable ...
Entre concept et réalisations."

À paraître

n°14 "xxxxx"

Avec le soutien de

Communauté française – Service de l'Éducation permanente
Actiris – Projets ACS – n°041003 et 010074
Commune de Saint-Gilles
Commission Communautaire Française

